

Leyen, l'éléphant dans le couloir du MEDEF

69 min · François Asselineau

Les chers compatriotes, je veux revenir avec vous sur le rassemblement des entrepreneurs de France, le RF, qu 'a organisé le syndicat patronal, le MEDEF, à Paris, à Roland -Garros, le 26, mercredi 26, et le jeudi 27 août 2026. Si je veux revenir avec vous sur ce sujet, c 'est parce que la presse en a fait énormément écho. Et j 'ai déjà eu l 'occasion d 'en parler dans mes directs. M. Martin, le président du MEDEF, avait annoncé depuis 20 mois et demi qu 'il allait organiser le premier débat entre les candidats à l 'élection présidentielle. D 'ailleurs, la presse a repris cette idée qu 'il s 'était le débat entre les candidats. Certains journaux, d 'autres journaux ont été un petit peu plus prudents en précisant que c 'était avec certains des candidats ou avec la plupart des candidats. Mais certains journaux n 'ont pas fait dans la dentelle et ont présenté ça comme si c 'était les candidats. Alors c 'est le premier point sur lequel je veux insister. C 'est un scandale. Je trouve que c 'est un scandale absolu parce que ça veut dire que le syndicat patronal, qui embraye d 'ailleurs sur la politique qui est suivie par l 'ensemble des grands médias du système détenus par des milliardaires ou par l 'État de la Macronie, de même que les instituts de sondage systématiquement font comme si nous n 'existions pas. Ils ont une position d 'ailleurs bien pire encore qu 'avec l 'utouvrière, puisque dans tous les sondages, Mme Nathalie Arthaud est sondée, alors que je rappelle qu 'en 2017, elle avait fait 0 ,60 % des suffrages. Donc j 'avais fait davantage qu 'elle. Et aux Européennes également. Donc si elle est sondée, ce que je trouve bien qu 'elle soit sondée... D 'ailleurs, je ne vois pas pourquoi moi, je ne le suis pas. Enfin plus exactement, je ne le vois que trop bien, puisqu 'il s 'agit de me censurer. Mais cette affaire de censure est un scandale absolu. C 'est le premier point. C 'est d 'autant plus un scandale absolu que j 'avais protesté, j 'avais demandé, j 'avais envoyé une lettre avec accusé réception à M. Martin dès la fin juillet, et que cette lettre, nous en avons assuré le suivi tout au cours du mois d 'août, que nous avons... Un de mes collaborateurs a appelé le secrétariat à plusieurs reprises de M. Martin, a fini par envoyer à sa secrétaire qui a confirmé qu 'elle l 'avait bien reçue copie de notre lettre. M. Martin n 'a même pas dénié répondre au courrier que je lui avais adressé, et où je lui demandais de participer à ce débat. Et je pense que j 'y avais ma place, d 'une part parce que j 'ai informé M. Martin et dirigeant du MEDEF que s 'agissant de la notoriété sur Internet, notre chaîne de télévision UPRTV a dépassé les 511 000 abonnés et les 125 500 000 vues, ce qui est à comparer avec les 7 200 abonnés de M. Edouard Philippe et le million de vues. Nous faisons 125 fois plus de vues que M. Edouard Philippe, ce qui prouve que nous sommes très suivis et ce qui prouve que ce que je dis intéresse énormément de gens. Alors je sais bien, il y a des personnes, à chaque fois que je dis ça, qui disent « Mais oui, mais les vues ne font pas les votes ». Je sais bien que les vues ne font pas les votes. Je sais bien que les vues sur Internet ne font pas les votes. Mais ce que je sais aussi que ce qui fait les votes, ce sont les vues, les passages, le nombre d 'heures passées sur les médias mainstream. Donc les gens qui disent « Les vues ne font pas les votes », se croient malins, mais en fait, ils approuvent leur propre asservissement. Ce qui n 'est pas normal, c 'est que dans la mesure où il est prouvé par le suivi que j 'ai sur Internet que ce que je dis intéresse infiniment plus les Français, les internautes et aussi des étrangers sur la situation politique, économique, géopolitique, que ce que peut dire M. Edouard Philippe, ce qui est tout à fait anormal, c 'est la censure totale dont je souffre et dont vous souffrez avec moi dans les grands médias. En attendant donc M. Martin, qui avait dit que cette campagne 2027 devait être placée sous le signe du courage et qui avait appelé à débattre sans illère et avec le courage, quand je l 'ai mis au pied du mur, eh bien son courage est aussitôt arrêté là. C 'est -à -dire que pour M. Martin, le courage et le débattre sans tabou, ça veut dire en fait remettre en cause tous les acquis sociaux des Français. En gros, c 'est ça. Mais en revanche, s 'intéresser au grand choix géopolitique que la France suit depuis maintenant

bientôt 70 ans avec le traité de Rome de 1957... Alors ça, on n'a pas le droit d'en parler. C'est -à-dire qu'il n'y a pas de courage du tout. Il y a au contraire la volonté d'enterrer le débat. Mais non seulement la politique du courage de M. Martin, c'est courage fuyon. Mais en plus de ça, il est extrêmement mal poli, parce que la moindre des choses, c'est que non seulement j'ai été candidat à l'élection présidentielle, non seulement je me donne tous les moyens pour l'être de nouveau en 2027, mais que de surcroît, je ne réponds raisonnablement pas que moi, j'ai eu quand même plus de 330 000 électeurs en 2017. Et je représente · je pense · non seulement les centaines de milliers de personnes qui ont déjà voté pour moi ou pour l'UPR, mais je représente également des millions de Français qui, sans nécessairement voter pour moi, s'intéressent beaucoup à l'idée de la sortie de l'UE. Je rappelle que Emmanuel Macron, en 2018, lorsqu'il avait été interrogé par la BBC à Londres, qu'il lui avait demandé... Et s'il y avait un référendum en France sur le Frexit, que se passerait-il ? Macron avait répondu que le oui au Frexit l'emporterait.

Pourquoi pensez-vous que les Britanniques ont voté pour quitter cette structure sophistiquée ? France avait eu un référendum. Ça pourrait avoir eu le même résultat.

Oui. Probablement. Probablement. Mais c'est pas tout, parce que non seulement je n'ai pas été invité, non seulement on n'a pas répondu, mais nous avons eu la surprise de voir arriver comme... Pour ouvrir comme ça, comme un prologue, nous avons accueilli comme une princesse, ou plus exactement comme l'impératrice, comme l'impératrice du 4e Reich. On a vu arriver Mme Ursula von der Leyen avec l'air gourmée de M. Martin, qui était là après à lui cirer les pompes. Cette dame venait s'installer pour prononcer un discours d'ouverture avant un débat entre des candidats à l'élection présidentielle française. C'est inimaginable. C'est absolument inimaginable. Ça prouve à quel point M. Martin et les gens qui suivent ce syndicat, et puis généralement les médias, qui font dans le même sens, mais aussi · et je vais y revenir · les 7 candidats qui ont participé à cette pantalonnade, qui ont approuvé implicitement en fait le fait que c'était normal que Mme von der Leyen soit là. Eh bien tout ceci participe d'un état d'esprit que Charles de Gaulle avait décrit notamment dans les mémoires de guerre, comme l'esprit d'abandon, l'esprit de sans arrêt trouver matière à se soumettre à l'étranger. En fait, c'est très exactement l'esprit vichiste. Mais quand j'ai vu ça, je me suis dit... Quand j'ai vu ce qu'elle a dit ensuite, je me suis dit... Est-ce que je ne pourrais pas porter plainte pour un gérant s'étrangère ? Finalement, c'est bien ce qu'a fait M. Attal, prétendument victime d'un gérant russe que personne n'a vu d'ailleurs. On les cherche toujours, les fameuses ingéances russes. Mais enfin, il en a fait des tonnes et des tonnes et des tonnes conseillées par des cabinets en communication et puis avec tous les réseaux médiatiques dont il bénéficie, qui sont là pour promouvoir sa candidature. M. Gabriel Attal a donc porté plainte... Rappelez-vous, il l'a expliqué, c'est -à-dire dans un commissariat de police, par étude. On reste encore à démontrer, parce que c'est peut-être un énième mensonge. Mais enfin, par est-il qu'il avait porté plainte contre les ingéances russes, et donc il était allé faire un dépôt de plainte au commissariat. Donc je me suis dit que moi, je vais faire pareil, parce que dans la mesure où ça participe du débat politique national, dans la mesure où il n'y a pour l'instant aucun candidat · je le signale au passage ·, aucun candidat juridiquement n'a été validé, puisque ce qu'on appelle les fameux 500 parrainages qui sont le sésame qui permet d'être candidat, ces documents ne seront envoyés par le Conseil constitutionnel qu'au mois de février 2027 à tous les détenteurs du pouvoir de parrainage. Donc de toute façon, ce ne sont que les candidats déclarés. Et les candidats déclarés, M. Martin et le PDEF ont fait leur choix parmi les candidats déclarés. Mais j'aurai l'occasion d'y revenir, notamment s'agissant du Parti socialiste. Ils ont fait le choix des candidats les plus probables, c'est exact. Mais enfin, il y en a d'autres qui ont été écartés. Quoi qu'il en soit, pour en revenir à ce que je disais, dans la mesure où Mme van der Leyen arrivait et que c'est une Allemande représentant une institution supranationale non française, je me suis dit « Je vais aller porter plainte pour ingérence étrangère devant le commissariat de police ». Ça aurait fait d'ailleurs du buzz, comme certains le

disent. Mais ça m 'aurait intéressé de voir la réaction de la justice française. Oh ! J 'en ai vite été dissuadé quand j 'ai regardé d 'un peu plus près le droit existant en France, parce qu 'il y a une loi qui est la loi 2024 -850 du 25 juillet 2024, dont le titre est que c 'est de la loi... visant à prévenir les ingérences étrangères en France. Donc je suis allé regarder cette loi, puisque je crois que c 'est de cette loi justement que M. Attal s 'est prévalu pour aller porter plainte au commissariat. Or, en regardant cette loi d 'un peu près, que n 'ai -je pas découvert ? J 'ai découvert l 'article 18 -11 alinéa 1 sous alinéa 2 que vous voyez apparaître à l 'écran. Alors il s 'agit auparavant de partir à la recherche des ingérences, qui sont des personnes qui agissent au nom d 'un certain nombre de mendants, donc des gens qui leur donnent des ordres. Et donc c 'est ça qui est poursuivi par la loi. C 'est que c 'est des gens qui interviendraient dans le débat politique ou sur Internet ou sur la télévision, etc. au nom de mendants étrangers. Et donc l 'article 18 alinéa 1 sous alinéa 2 explique « sont des mendants étrangers » au sens de la présente section, premièrement les puissances étrangères à l 'exclusion des États membres de l 'UE et le troisièmement les partis et les groupements politiques étrangers à l 'exclusion de ceux issus des États membres de l 'UE. Ça a été voté en 2024. Ça a été publié au Journal officiel le 25 juillet. C 'est d 'ailleurs que la loi française considère qu 'à partir du moment où ce sont des ingérences venues, par exemple, d 'Allemagne, comme c 'est le cas de Mme von der Leyen, qui est quand même une Allemande, ou venue de la Commission européenne, ou venue d 'Italie, ou de Grèce, ou de lieu sait où, eh bien ce ne sont pas des ingérences étrangères. On est donc dans une situation en France qui est importante, que vous compreniez, c 'est que supposons que M. Patrick Martin ait demandé, par exemple, à Vladimir Poutine de venir faire un discours introductif à la réunion des candidats à l 'élection présidentielle, s 'eût été un scandale planétaire. En tout cas, en France, on en aurait fait... Je pense que M. Patrick Martin aurait été obligé de partir sous les U .A. avec des attaques. Il aurait été traîné devant la justice au nom de la loi du 25 juillet 2024 contre les ingérences étrangères en France. S 'il avait également fait venir président algérien ou Donald Trump, s 'eût été du pareil au même. Mais à partir du moment où c 'est la présidente de la Commission européenne élue par personne, eh bien ça fait partie. Et j 'ai regardé la jurisprudence, parce qu 'il y a déjà eu des gens qui se sont posés la question. Eh bien la Commission européenne a parfaitement le droit de venir mettre son grain de sel et de nous expliquer ce qu 'il faut faire. C 'est d 'ailleurs consubstantiel à la méthode Monet, puisque la méthode de la construction européenne... Lorsque Jean Monet et Robert Schuman ont conçu la construction européenne, ils se sont rendus compte que compte tenu de l 'état d 'esprit des peuples et des nations, il était impossible d 'aller de l 'avant si on demandait la vie des peuples. Et donc toute la méthode Monet -Schuman a été avancée masquée de façon subreptisse en prenant des décisions d 'apparence technique pour progressivement faire apparaître un sentiment d 'appartenance à l 'Europe. La construction européenne, depuis le début, depuis 1950, la déclaration Schuman, enfin dite Schuman, sur la CK, et depuis 1957, le 25 mars 1957 avec le traité de Rome, est une méthode qui avance de façon masquée avec des prétendus techniciens élus par personne et qui prennent des décisions fondamentales. Donc je n 'ai pas pu porter plainte contre Mme von der Leyen. Maintenant, qu 'est -ce qu 'elle a dit dans ce discours ? C 'est intéressant de regarder quand même ce qu 'elle a dit. Parce que la première chose qu 'elle a dite, c 'est que... Enfin parmi les choses les plus importantes qu 'elle a dites, elle a dit qu 'il y avait trop de normes. Elle a même annoncé des réductions de normes de 25 % en 35%. Alors évidemment, elle était là. Ça faisait plaisir aux chefs d 'entreprise réunis. Ça coupait d 'ailleurs un petit peu l 'herbe sous le pied de quasiment tous les candidats qui sont passés derrière en disant qu 'il y avait trop de normes en France. Mais il y a un mais. C 'est que parmi les normes, ce qu 'elle a cité, elle a cité la surtransposition nationale. C 'est -à -dire qu 'elle a moins visé les normes édictées par la Commission européenne que les normes édictées dans chaque pays en plus de ces normes européennes. Certains diront « bah oui, elle a raison », etc. Mais savez -vous ce qui se cache derrière cela ? Je vais vous prendre un exemple très précis. C 'est l 'exemple par exemple des néonicotinoïdes de l 'acétamipride. Il se trouve qu 'en France, il y a une grande majorité de la

population qui, à tort ou à raison, ne veut pas qu'on utilise dans l'agroalimentaire des néonicotinoïdes, des produits chimiques. On peut le regretter. Certains producteurs de noisettes par exemple le regrettent. Mais c'est comme ça. En France, c'est comme ça. Or, dans le reste des pays de l'UE, j'ai déjà eu l'occasion de l'expliquer, il n'y a pas cette même opposition. Le fabricant de Nutella Ferreiro qui fabrique ces noisettes en Italie ou qui les achète dans les pays de l'Est, eh bien il est très content d'utiliser cet amypride. Donc j'ai déjà eu l'occasion d'ailleurs d'expliquer à quel point il était complètement contraire à la logique qu'il y ait ces décisions en France d'interdire, puisque par ailleurs, nous sommes membres du marché unique et que la France n'a pas juridiquement le droit d'interdire l'importation en France du Nutella gorgé d'acétamipride qui est fabriqué par exemple en Italie. C'est ça que vise en fait Mme van der Leyen. Quand elle dit qu'elle va réduire les normes, c'est qu'en fait, elle veut supprimer le pouvoir normatif des États-nations pour qu'il n'y ait plus que seul pouvoir normatif qui est celui de la Commission européenne. Ce qui revient à dire que les Français, s'ils ne veulent pas par exemple avoir des insecticides ou tel ou tel produit, ils ne pourront plus le faire, puisque'ils seront contraints d'obéir à la majorité des États membres de l'UE. Je rappelle que ces directives ne sont pas votées à l'unanimité. Parmi les autres annonces ou les autres choses qu'a dite Mme van der Leyen, il y a l'annonce d'un statut d'entreprise européenne EU .Inc. Inc. Inc. Inc. C'est quasiment comme si on était aux États-Unis. Et elle a promis qu'on pourrait créer une entreprise en 48 heures pour 100 €. Évidemment, ça fait plaisir à un certain nombre de gens qui se disent « C'est formidable ». Mais ce que ça veut dire au derrière, ça veut dire que c'est le fameux 28e État virtuel dont on nous parle ici ou là. C'est pour court-circuiter toutes les réglementations nationales. C'est pour saboter en fait toutes les protections qu'il peut y avoir au niveau national quant à la création d'une entreprise, alors qu'il faille faciliter la création d'une entreprise qui a déjà été quand même pas mal faite en France. Mais c'est pour en fait saboter les normes nationales. Ça veut dire que bientôt, on risque d'avoir des entreprises qui seront créées par des Français mais qui ne seront pas en France, qui seront dans un 28e État virtuel. Vous imaginez les conséquences quant au dépôt des brevets, quant à la fiscalité, quant aux paiements d'impôt sur les sociétés, etc., etc. Mme van der Leyen nous a également parlé d'énergie, en parlant de l'électrification et de l'économie, compte tenu du rôle catastrophique qui a joué la Commission européenne et Mme van der Leyen elle-même en matière d'énergie, que ce soit le refus de mener la moindre enquête contre le sabotage de Nord Stream 2 par les États-Unis et non pas par l'Ukraine mais bien par les États-Unis, que ce soit le marché européen de l'énergie, que ce soient les décisions qui ont été prises par la Commission européenne de rejeter le programme électronucléaire français qui ne devait pas faire partie justement de ce qui était dans le PAC... Comment dirais-je ? Le pacte vert, ça ne devait pas être référencé. Donc pendant de nombreuses années, la Commission européenne et Mme van der Leyen ont torpillé le parc électronucléaire français, au point d'ailleurs que Macron et l'inéluctable Édouard Philippe, qui étaient présents, ont fermé Fessenheim et maintenant s'en mordent les doigts, maintenant, compte tenu de la situation, compte tenu du sabotage de Nord Stream 2, compte tenu de l'envolée du prix des hydrocarbures à cause de ce qui se passe, et en Russie, et en Ukraine, mais aussi au Moyen-Orient, en Syrie, au Liban, et aussi dans les Émirats, et dans le Golfe, et en Iran, et au passage de l'étroit d'Hormuz, compte tenu de la main-à-voir que les États-Unis viennent de faire au passage sur le pétrole au Venezuela. On a un prix du pétrole qui flambe. Et donc maintenant, gros gens comme devant, Mme van der Leyen vient là, mais avec fière comarthe à ban, nous expliquant que sa stratégie, c'est de l'électrification de l'industrie. Le moins que l'on aurait pu attendre de cette dame, c'est au moins qu'elle fasse amende honorable, qu'elle dise écoutez, voilà, la Commission européenne s'est trompée lourdement. C'était une catastrophe que l'on a créée. Mais jamais. Vous savez que les européistes, jamais, jamais, jamais ne font le bilan de l'action... de la construction européenne depuis bientôt 70 ans, et que ce soit sur long terme, moyen terme ou court terme. Mme von der Leyen a néanmoins précisé qu'elle maintenait son objectif de décarbonation de l'économie à horizon 2050. Donc elle n'a pas du tout

annoncé par exemple le report des dates ultérieures de la fin du moteur thermique pour les voitures. Je rappelle que cette décision d'insérer le moteur thermique, la vente de véhicules à moteur thermique à partir de 2035, est en train de couler toute l'industrie automobile ouest européenne, au profit d'ailleurs de l'industrie chinoise que par ailleurs Mme von der Leyen prétend combattre. Mais je rappelle que cette interdiction sur les moteurs thermiques, etc., après la recherche de la non-production de CO2 n'empêche pas Mme von der Leyen d'utiliser des fonds européens, de les jeter par la fenêtre, notamment à des fins privées. En 2024, elle a par exemple utilisé · ça fait un énorme scandale · à 21 reprises des jets privés pour son usage privé, y en a des sommes fabuleuses, y compris pour faire un vol entre Bruxelles et Luxembourg sur 187 km. Elle a produit 4 tonnes de CO2. Donc Mme von der Leyen fait partie de ces gens, comme d'ailleurs tous les dirigeants d'entreprises, tous les euro-mondialistes, tous les mondialistes qui se donnent rendez-vous au Forum économique mondial de Davos, où l'on sait qu'ils arrivent presque tous en jet privé, et ils expliquent que le commun des mortels ne doit plus utiliser sa petite voiture parce que maintenant, il faut faire de la marche à pied, et puis il faut pas se chauffer trop pour ne pas produire du CO2. Dans son discours, Mme von der Leyen a également parlé de se mobiliser pour l'IA, et elle a donc annoncé un plan pour des gigafactory pour créer de l'intelligence artificielle en annonçant un paquet de 20 milliards d'euros. C'est toujours la même idée qui prévaut au sein de l'Europe, c'est -à-dire une idée de type soviétoïde, c'est -à-dire que c'est nous qui allons faire... C'est nous, c'est nous, c'est nous, plutôt que de laisser les entreprises privées dégager elles-mêmes leur stratégie d'investissement et d'intéresser les investisseurs, non, non. C'est l'UE dans une procédure d'ailleurs complètement antilibérale. Je suis d'ailleurs toujours sidéré de voir que des libéraux tels que M. Lisna ou Mme Knafo, qui n'ont que le libéralisme à la bouche et qui passent leur temps à taper sur l'État... M. Retailot n'est pas loin derrière d'ailleurs. Oublie tout simplement de dire que le monstre bureaucratique le plus antilibéral qui soit, c'est quand même l'UE en premier lieu, qui interdit la concurrence entre les États-nations, qui produit des normes bureaucratiques considérables, mais dont ils ne veulent pas sortir et qu'ils n'osent même pas critiquer. Donc ce projet de 20 milliards d'euros pour créer de liens, on sait ce que ça va finir par faire, c'est -à-dire rien. Je rappelle que tout ce qui a touché la construction européenne depuis 70 ans s'est toujours débouché sur un désastre en matière... Dans toutes les matières, mais en particulier en matière industrielle. Je rappelle par exemple, contrairement à ce que des gens croient, que Airbus ou Arianespace n'ont strictement rien à voir avec la construction européenne. Ce sont des coopérations internationales où il y a d'ailleurs beaucoup d'états non européens, dont Airbus comme dans Arianespace, comme par exemple le Canada ou bien les États-Unis pour Airbus, ou bien le Japon, l'Australie, etc. En revanche, il y a plusieurs... Il y a de nombreux États, notamment des États de l'Est qui ne sont ni dans Airbus ni dans Arianespace. Je ferme la parenthèse. Et donc on sait d'ores et déjà qu'il s'agira encore d'un désastre industriel dont Mme van der Leyen, telle Léonie Brejneff en 1974, elle se croit fondée à diriger l'économie de tout un continent. Mais ce qui a le plus retenu l'attention dans le discours de Mme van der Leyen est encore ailleurs. C'est le projet que l'on appelle UEI, Union de l'épargne et des investissements, où elle a annoncé billes en tête qu'il y avait plus de 10 000 milliards d'euros de dépôt à travers l'UE par des particuliers, dans des banques, et que cet argent dormait... Il ne dort pas. Il est déposé en obligation, notamment en obligation d'État ou dans des caisses d'épargne ou dans des plans d'épargne, dans des banques, etc., mais que cet argent... Eh bien elle le veut. Elle le veut pas pour elle. Enfin on ne sait pas ce qu'elle en ferait, éventuellement, compte tenu du pedigree de cette femme qui est corrompue jusqu'à l'os de notoriété publique, dont on attend toujours qu'elle rende des comptes sur ses géchances, par exemple avec Alfred Bourla, le président de Pfizer. Mais Mme van der Leyen est très intéressée par ces 10 000 milliards... 10 000 milliards, c'est une somme. 10 000 milliards d'euros dont elle estime eh bien que ça devrait servir à financer les entreprises en Europe. Alors ça n'est pas nouveau. Il y a des gens qui, on semble-t-il, l'ont découvert lors de ce discours. Ça n'est pas nouveau. Ça s'inscrit donc dans ce projet de UEI, je l'ai dit, d'union de l'

'épargne et des investissements qui a été déjà lancé depuis un an en 2025. Mais c'est une idée fixe de Mme van der Leyen et des gens qui sont derrière la Commission. C'est d'essayer de faire en sorte de mettre la main sur ce pactole ou du moins sur une partie en créant des fonds d'investissement, des fonds de retraite pour capitalisation. C'est un dessous-basement du débat sur les retraites dont personne ne parle jamais. C'est que derrière, les gens qui veulent remettre en cause le principe de la retraite par répartition en exipant des problèmes de démographie... J'ai déjà eu l'occasion d'en parler. J'aurai l'occasion de revenir dessus au cours des semaines et des mois qui viennent sur ces questions. Mais en mettant en avant ce point qui est réel, la question démographique, mais que l'on peut régler, les gens qui se précipitent sur la solution qui serait la retraite par capitalisation. Ils oublient quand même au passage d'abord qu'il y a déjà des retraites par capitalisation. Tout le monde peut en souscrire. Deuxièmement, eh bien qu'investir sa retraite en action, c'est jouer sa retraite à la bourse. Voilà. Or, les personnes, les 10 000 milliards d'euros que les ménages à travers toute l'Europe ont mis à la banque ou dans les caisses d'épargne, c'est peut-être parce qu'ils sont comme on dit adverses aux risques. C'est -à-dire qu'ils n'aiment pas prendre des risques. C'est ce qu'ils veulent garder pour eux et qu'ils veulent que leur capital soit préservé. Donc on comprend que cet argent qui dort... Ce qui n'est pas vrai. Lorsque vous déposez de l'argent à la caisse d'épargne, dort pas. Il est utilisé. Il y a d'ailleurs des projets en France qui ont été lancés par le Cornu pour utiliser une partie de cet argent pour financer justement les entreprises de l'armement. Mais elle, quand elle propose d'essayer d'attirer les particuliers là-dedans, c'est qu'elle propose en fait de retirer le risque en capital qui est actuellement situé au niveau des caisses d'épargne ou des banques, de le refiler en fait aux petits porteurs. Alors ce qui est intéressant, c'est de voir la forme que ça va prendre. On ne sait pas encore laquelle, mais certains pensent que ça pourrait prendre la forme d'investissement qui ne serait pas obligatoire, mais qui serait éventuellement fondée sur ce qu'on appelle un opt-out. C'est -à-dire que si vous avez de l'argent dans votre caisse d'épargne, dans votre banque, eh bien la banque vous avvertirait que · je sais pas · 20 % ou 15 % de cet argent va être placé dans un fonds d'investissement pour l'armement ou je sais pas quoi, sauf si vous nous faites par retour dans la semaine ou sous les quinze jours que vous n'êtes pas d'accord. C'est une des perspectives. C'est pas sûr. Peut-être que ça sera... Est-ce que ça vous intéresse ce nouveau produit ? Ça, ça ne serait pas critiquable. Les gens, s'ils ont le choix et s'ils le choisissent, ça peut être tout, c'est eux qui décident. En revanche, si c'était un système du style... Vous savez, c'est comme quand vous êtes abonnés à une revue, c'est -à-dire qu'il y a un renouvellement automatique, sauf si vous nous prévenez un mois à l'avance, etc., par une nuit sans lune, entre 2h et 3h du matin. À ce moment-là, vous pouvez vous désabonner. Bon, on voit bien l'entourloupe qu'il y a derrière. Ce discours de Mme van der Leyen a fait un peu sensation sur les réseaux sociaux et beaucoup d'indignations. Énormément de gens se sont dit... Mais pas touche au gris-bis. · J'en ai jeté. Vite ça ! · Qu'est-ce que Mme van der Leyen vient faire là-dedans ? Est-ce qu'on a confiance dans cette dame qui a dépensé plus de 50 ou 60 milliards d'euros de fonds européens, c'est -à-dire payés par les contribuables notamment d'Allemagne et de France, pour acheter des doses d'ARNM ? Plus de 35 ou 36 milliards ont été achetés en doses d'injection ARNM à M. Bourla pour Pfizer, et en fait, ont terminé au panier. Est-ce que vous avez vraiment envie de confier votre retraite à des fonds qui se restent... C'est quand même un peu comme si vous confiez votre retraite à la gestion de Bruno Le Maire ou de Macron en disant « C'est en sorte des mausards de la finance ». Voilà. Tout ça est absolument scandaleux. Il faut dire les choses. Mais ce qui est le plus scandaleux dans toute cette histoire, c'est que... que les 7 candidats, en fait, n'ont pas mouffeté. D'ailleurs, d'une certaine façon, je peux comprendre pourquoi M. Martin n'a pas jugé bon de m'inviter ni même de me répondre. C'est parce qu'il craignait peut-être que je le disse tout haut. Ce que je constatais, c'est que la présence de Mme von der Leyen, c'est -à-dire d'une Allemande jamais élue par qui que ce soit, ni en Allemagne ni en France, pour occuper le poste qu'elle a, et pour venir nous indiquer qu'elle devait être en gros la marche à suivre, était un scandale

démocratique pur et simple. Ni Mme Le Pen, ni M. Mélenchon, ni a fortiori les autres n'ont protesté contre cela, même si les réactions sur les réseaux sociaux ont été tellement scandalisées que vous avez peut-être noté à quel point les grands médias du pays ont assez rapidement passé sous la table Mme von der Leyen. Beaucoup de médias, télévision, radio ou journaux, n'en ont presque pas parlé, voire pas parlé du tout, tellement ils ont été gênés de constater dévisu de façon flagrante l'avilissement de tout un pays, de toutes les élites économiques et politiques d'un pays devant une construction tyrannique à laquelle les Français, je le rappelle, ont voté non à 55 % en 2005. Mais il est intéressant maintenant de passer au discours qui ont été tenus par les 7 candidats. Je vais pas entrer dans tous les détails, mais ce qui est important de comprendre, c'est quelques données par grands candidats. Je commencerai par Mme Le Pen. Mme Le Pen, comme M. Mélenchon, sont en fait les 2 seuls candidats sur les 7 à avoir montré des distances, voir avoir attaqué l'UE comme institution. Qu'est-ce qu'a dit Mme Le Pen ? Mme Le Pen, elle a déjà expliqué qu'elle avait changé des quantités de normes, supprimé des quantités de normes. Et elle a laissé entendre beaucoup de ces normes qui étaient d'origine européenne. Bon. Le petit problème, c'est que c'est la même chose pour Mélenchon. Et c'est d'ailleurs la même chose pour... Les autres, justement, Dretayot notamment ou Édouard Philippe, quand ils ont parlé du problème des normes, ils ont prudemment resté sur les normes nationales, ce qui convient très bien à Mme van der Leyen, puisque j'ai expliqué que justement, c'est ça qu'elle veut supprimer. Ce sont les normes nationales. En revanche, Mme Le Pen et M. Mélenchon, eux, s'attaquent plutôt aux normes européennes. Voilà. C'est-à-dire en gros, par exemple pour mon exemple, Mélenchon et Le Pen seraient plutôt favorables, si je crois, à avoir l'acétamipride interdit en France et les produits toxiques, mais donc refuser les normes européennes. Mais le problème, c'est que c'est totalement contradictoire avec notre appartenance au marché unique européen. Je l'ai dit tout à l'heure. Et puis surtout, ce projet de s'attaquer aux normes européennes et de les dissoudre par un décret que propose Mme Le Pen ou M. Mélenchon se heurte de front à la hiérarchie des normes juridiques et au fait que le droit français est assujéti au droit européen. Alors je sais bien qu'il y a plein de gens qui disent « On va faire prévaloir le droit français sur le droit européen », mais nous n'en avons pas le droit. La seule façon de le faire prévaloir, c'est de sortir de l'UE. Si on reste dans l'UE et qu'on dit « On ne va pas respecter le droit européen », nous ferons l'objet de poursuite par la Commission européenne devant la Cour de justice de l'UE. Et nous serons condamnés et décondamnés à des sanctions très lourdes et des sanctions de plus en plus lourdes, tant que nous n'aurons pas transposé en droit français les directives européennes. Je l'ai déjà expliqué 100 fois. C'était par exemple la directive OGM. La France ayant tardé plusieurs semestres à traduire en droit français la directive OGM, la France avait été condamnée à payer 35 millions d'euros · je crois · par an, ce qu'elle a été contrainte de faire. Parce que de toute façon, si on ne paye pas, eh bien c'est de l'argent qui nous est prélevé automatiquement. C'est comme une espèce d'avis à tiers détenteur. Comme pour les gens qui ont un retard d'impôt, eh bien le fisc s'adresse à leur employeur et pique directement sur le salaire, eh bien la Commission européenne ne nous verserait pas tout notre dû sur les subventions européennes. Mme Le Pen a également sans trop élaborer... Elle a expliqué qu'elle allait lutter contre les surcoûts qui émanent de l'immigration. Elle n'a pas été très très précise là-dessus. Mme Le Pen, elle a aussi dit quelque chose qui a attiré mon attention. C'est qu'elle a dit qu'elle ne voyait pas pourquoi la France aurait une contribution nette supérieure à 5 milliards d'euros. Alors c'est tout à fait nouveau. Personnellement, j'ai été assez agréablement surpris. Je dois le reconnaître, puisque je crois bien que c'est la première fois que Mme Le Pen parle de ces questions dont je parle personnellement depuis bientôt 20 ans et qui sont au c-ur même des problèmes de la France. C'est la contribution nette que l'on verse à l'UE. Donc elle a abordé le sujet. Et Mme Le Pen, elle a dit qu'elle ne voyait pas pourquoi on dépenserait plus de 5 milliards d'euros par an. Alors il faut savoir qu'actuellement, on verse à peu près 13 milliards d'euros dans le cadre actuel. Donc ce que dit Mme Le Pen, en fait, c'est de dire qu'au lieu de verser 13 milliards d'euros, eh bien on va ne plus verser

que 5 milliards d'euros. C'est -à -dire faire une économie de 8 milliards. Et comme le cadre pluriannuel financier · je vous envoie la vidéo que j'ai faite par ailleurs · prévoit qu'à partir de 2028 et jusqu'en 2034, la Commission européenne a prévu de nous demander 18 ,2 milliards d'euros par an, ça veut dire que Mme Le Pen, elle réclame en fait un rabais de 13 ,2 milliards d'euros sur cette première esquisse budgétaire faite par la Commission européenne pour les années 2028 -2034. Très bien. Sauf qu'il y a deux problèmes. Le premier problème, c'est que Mme Le Pen n'a absolument pas les moyens de l'obtenir. Pour obtenir ça, actuellement dans le cadre du budget actuel qui a été décidé il y a plusieurs années, ça a été décidé à l'accord unanime de l'ensemble des États. Et il y a un devoir de solidarité qui est fixé · je crois · par article 311 du traité de l'UE, qui fait que les États doivent... À partir du moment où ils sont tombés d'accord sur un document à l'unanimité, ben ils doivent l'appliquer de bonne foi. Donc Mme Le Pen, pour faire ce qu'elle obtient, il faudrait qu'elle obtienne des 26 autres États, qu'ils acceptent de se faire hara -kiri pour nous donner plus d'argent. Bon. Alors moi, j'aimerais savoir comment elle fait. Alors ce qui est un peu dommage, c'est que pour le coup, il y avait l'impératrice du Quatrième Reich qui était là. Il y avait Mme von der Leyen qui avait fait le déplacement. Je l'ai dit tout à l'heure. Ben c'était le moment d'en parler, parce que j'ai l'impression que Mme von der Leyen, après être allée... Vous savez comme les chiens qui allaient faire pipi sur un arbre pour même marquer son territoire, j'ai l'impression qu'elle est repartie. Mais c'est dommage. Il aurait fallu qu'elle soit là. Si j'avais été invité, j'aurais dit à Mme Le Pen d'expliquer son projet à Mme von der Leyen pour savoir comment Mme von der Leyen, si elle était restée présente au débat, aurait réagi à l'idée de Mme Le Pen de diminuer la contribution de la France à 5 milliards d'euros par rapport aux 13 milliards d'euros. J'imagine que Mme von der Leyen aurait... Elle aurait fait son sourire grimassant, etc. Elle aurait été un peu interloquée. Je pense qu'elle aurait eu du mal peut -être à maintenir sa contenance, ou alors peut -être qu'elle en aurait perdu son français. Elle serait mise à parler en allemand. Toi, fils, tu as eu une grosse schwierigkeit, une grosse difficulté, ou alors carrément, nine. C'est possible. De fait, c'est impossible. Alors ça, c'est le premier point. Et le deuxième point, c'est qu'à supposer même que Mme Le Pen fasse un énorme scandale, elle nous fasse du mélanchon, du truc voilà, sinon je me roule par terre, la France fait ci, la France fait ça... Enfin vous savez, tous ces partisans qui disent que voilà, on va changer d'Europe, que la France va taper du poing sur la table, les gens stiles Raphaël Huxman et compagnie... Bon, imaginons que finalement, les gens se disent « Ouais, c'est un cas caractériel. On va faire un petit quelque chose ». Mais même si elle arrivait à son objectif, ça veut dire que quand même, Mme Le Pen, elle est d'accord pour que les Français payent encore et encore 5 milliards d'euros par an. 5 milliards d'euros par an, alors même que nous sommes pénalisés par notre appartenance à l'euro, à la différence des Allemands. 5 milliards d'euros par an pour fixer un peu... Si on compte en canadiennes, c'est une unité qui parle à l'esprit des Français en cette fin d'été caniculaire. Chaque canadienne coutant... En gros, ça dépend des équipements, mais en gros, 40 millions d'euros. 5 milliards d'euros par an, ça fait quand même 125 canadiennes. C'est -à -dire que Mme Le Pen, elle est d'accord avec le principe qu'en échouant notre appartenance à une Union européenne qui nous dévaste sur tous les plans, que ce soit l'industrie, l'agriculture, l'énergie, l'immigration, les normes, les contraintes en matière de batteries, etc., non seulement payent pour se faire détruire, mais en plus de ça, Mme Le Pen est d'accord... Elle serait d'accord pour que nous ne payions que 125 canadiennes par an. C'est -à -dire quand même à peu près 10 par mois, voilà, 2 par semaine. C'est ça qu'elle... Mme Le Pen est d'accord avec ça. Ou alors si vous préférez que je compte autrement, les sénateurs... Au revient rapport, il y a quelques années, qui a tiré la sonnette d'un certain niveau que nos routes, nos ouvrages d'art, les tunnels ou les ponts ne sont pas assez bien entretenus et qu'il manque en gros 350 millions d'euros par an. Donc 5 milliards d'euros que Mme Le Pen est d'accord comme contributionnats, ça représente quand même 14 à 15 années de travaux sur les routes qui manquent. Voilà. Eh bien moi, je dis à Mme Le Pen... Je ne suis absolument pas d'accord, parce que la France n'a absolument pas à avoir une contribution net positive. Nous sommes ruinés.

On devrait maintenant d'ailleurs demander au contraire à avoir une contribution net négative. C'est -à -dire nous devrions devenir bénéficiaires de net, puisque de toute façon, toutes les statistiques sont en train d'indiquer que la France est en train de sombrer dans le classement des pays les moins bien lotis de l'UE. Et puis dans son discours, ce n'est pas tout, parce que Mme Le Pen, elle a proposé aussi d'imposer une préférence nationale et européenne pour les entreprises. Alors elle pensait sans doute que ça plairait aux chaînes d'entreprises, sans doute, bien entendu. Mais là encore, il est dommage que Mme von der Leyen n'ait pas été là. Il est également dommage d'ailleurs que le président du MEDEF ne soit pas intervenu ou que des chaînes d'entreprises ne soient pas intervenues pour rappeler à Mme Le Pen que ce qu'elle propose est totalement interdit par les traités européens. Le fait d'avoir une préférence européenne peut dans certains cas exister, mais pas une préférence nationale à l'intérieur de l'UE. Ça, c'est l'article 18 du traité sur le fonctionnement de l'UE. Et c'est la directive 2014 -24 de l'UE, qui a été prise en 2014, qui l'interdit. Alors là aussi, ça aurait été intéressant que Mme von der Leyen soit là et que Mme Le Pen ait pu lui dire que son projet, c'était d'instituer une préférence nationale et européenne. On aurait vu ce qu'elle aurait pensé. Voilà pour Mme Le Pen. M. Mélenchon, maintenant, de l'autre côté... Alors lui, c'est pareil. Lui, il a fustigé les normes, etc. Donc je vais pas redire ici ce que j'ai dit pour Mme Le Pen. Mais M. Mélenchon, lui, il est allé plus loin. Il n'a pas parlé de préférence nationale et européenne. Ça le dégoûte, la préférence nationale. Il y en a des hauts le cœur. Il n'a pas parlé non plus de réduire la subvention à l'UE. M. Mélenchon fait comme si la ponction colossale que les Français versent à l'UE chaque année, comme si ça n'existait pas. Ah, pour critiquer les subventions données aux chefs d'entreprise. Alors là, M. Mélenchon est au premier loge. Mais en revanche, pour critiquer l'UE... Bon, ben là... Non. M. Mélenchon, si j'ose dire, en faisant une mauvaise plaisanterie, reste dans sa loge. Il préfère ne pas critiquer l'UE puisque il appartient au Grand Orient, qui demande à ses membres de ne pas sortir de l'UE. Donc il obéit au Grand Orient. Non. M. Mélenchon n'a pas parlé des questions financières. Il est un peu mal à l'aise, d'ailleurs, je pense, avec ça. En revanche, en revanche, il a expliqué tout de go, eh bien que lui, il annulerait la dette publique française détenue par la BCE. Alors je reconnais qu'il a un petit peu évolué, parce que lors d'un dernier direct, j'avais expliqué que la dette publique française est détenue par des nationaux et par de l'étranger. J'ai expliqué que parmi les nationaux, ben il y a vous et moi, toutes les personnes qui ont une assurance vie ou bien font un complément de retraite s'est investi en particulier dans des dettes de pays européens, notamment la dette française. Bon. Donc si on annulait ça, ça serait une catastrophe. Et puis détenue par l'étranger, ben si on annule la dette des étrangers, ils ne viendront plus du tout investir. Ça serait également une catastrophe. Et puis nos taux d'intérêt m'en diraient. Mais M. Mélenchon a trouvé la parade, ma critique sans doute. C'est -à -dire qu'effectivement, je n'ai pas été exhaustif. Il y a une partie de la dette qui est petite, qui est marginale par rapport au reste, mais qui existe, qui est détenue par la BCE. Depuis les facilités Draghi... C'était le prédécesseur Mario Draghi était le prédécesseur à la BCE de Christine Lagarde. Depuis ce moment -là, bien que ce soit interdit par les traités européens, M. Mario Draghi avait lancé une idée qui a fait floresce. C'est que la Banque centrale européenne a racheté sur le marché secondaire, comme on dit, c'est -à -dire pas à la première émission. Ça, c'est totalement interdit par les traités. Donc il n'a quand même pas pu le faire aussi ouvertement. Mais une fois qu'un État émet des obligations, là, le BCE ne peut pas en acheter. Mais en revanche, si des détenteurs de ces obligations, par exemple des fonds d'investissement, des fonds de pension dans le cadre d'arbitrage, revendent des lots d'obligations du trésor français sur les marchés financiers, à ce moment -là, c'est ce qu'on appelle le marché secondaire. C'est de l'occasion. La Banque centrale européenne en achète. Et donc M. Mélenchon se propose de demander à la BCE de faire une croix là -dessus. C'est -à -dire voilà, c'est terminé. Rien avant, ça peut faire plaisir. J'avoue que je n'avais pas songé à cette hypothèse tellement elle me paraît farfelue. Mais bon, pourquoi farfelue ? Parce que tout simplement, la BCE se situe à Frankfurt, à Main, Frankfurt sur le Main, et qu'elle est entourée par tous les establishments

allemands, qu'à la BCE, vous avez les gouverneurs de toutes les banques centrales des pays de la zone euro, notamment le gouverneur de la Banque de France, mais pas que lui. Il y a le gouverneur de la Bundesbank, le gouverneur de la Banque des Pays-Bas, qui a de bonnes chances peut-être de succéder à Mme Lagarde quand elle va quitter son poste. Il y a aussi le gouverneur de la Banque de Finlande, etc. Et il est évident que si M. Mélenchon annonçait cette décision, ce serait un tollé général. Et d'ailleurs, Mélenchon n'en a pas le pouvoir. Il n'en a pas le pouvoir. Même le gouverneur de la Banque de France dirait non, puisque je rappelle qu'il est indépendant. M. Mélenchon n'a à aucun moment le pouvoir d'imposer à la BCE qu'elle renonce aux créances qu'elle a sur la France. Et on est certain, absolument sûr et certain que la grande majorité... Il se trouverait peut-être le Grèce qui est encore peut-être l'Italien, ça m'étonnerait la grande majorité, pour pas dire l'écrasante majorité même, le gouverneur de la Banque de France français, qui est indépendant du gouvernement, dirait non. Voilà. Parce que si ça n'a fait ça, ça serait d'abord une violation ouverte. C'est l'article 123 du TFUE. Et deuxièmement, ce serait, si ça se faisait, un risque de déchaînement inflationniste absolument considérable. Donc M. Mélenchon peut bien faire des rôdes aux montades. Vous savez, c'est le champion des rôdes aux montades. Vous vous rappelez, quand à Marseille, il avait... Il y a quelques années, il avait fait un discours. Il traitait Macron plus bas que terre en disant que c'était le pire président de la République qu'on avait jamais eu, ce qui est exact, d'ailleurs. Puis quelques heures après, à minuit, Mélenchon avait rencontré prétendument fortuitement Macron, qu'il avait dit... Mais vous n'avez pas été très gentil avec votre discours de cet après-midi. Et Mélenchon, pfff, tel un ballon de beauté ruche dégonflant immédiatement, avait dit non, non, mais c'est une exagération marseillaise, M. le président, etc. Mélenchon, ça n'est pas mon ennemi. Il y avait des mots très forts, quand même, tout à l'heure sur la xénophobie. M. Mélenchon, c'est le mauvais rappeur. Bop, bop, bop, bop, bop, bop, bop. Vous avez dit que c'est le plus grand xénophobe qu'on ait, Emmanuel Macron. Non, non. Si, si, vous l'avez dit. Je l'ai dit.

· Non, ça m'étonnerait. · Ah, il l'a dit. · Vous pouvez pas le croire. · Non,

non, non, non. · Donc là, entre le Mélenchon qui fait la campagne où il annonce comme ça tel donkissote qu'il va annuler la dette détenue par la BCE, et puis le Mélenchon, s'il était élu... Voilà. Mélenchon n'a pas le pouvoir. Il n'a absolument pas le pouvoir. Et on est sûr que ceux qui ont le pouvoir diront non. Voilà. Donc Mélenchon ment ouvertement. Il est incroyable, d'ailleurs, que personne ne lui ait dit ça parmi les autres. Si il y en a un qui lui a dit ça, c'est Édouard Philippe, qui s'est attaqué à lui, qui a dit... Mais non. Mais Édouard Philippe a dit quelque chose d'absurde. Il a dit que ça isolerait la France. Oui, c'est vrai que ça isolerait la France. Mais c'est une litote, c'est un euphémisme de dire que ça isolerait la France. C'est pas que ça isolerait la France. C'est que c'est interdit. De toute façon, ça n'aura pas lieu. C'est que Mélenchon et la France n'en a pas le pouvoir. C'est ça qu'il aurait fallu dire. Celui qui me désirait, c'est la BCE. C'est pas Mélenchon. Enfin peut-être que... Je sais pas peut-être que je crois savoir que nos candidats à l'élection présidentielle ont parfois des notions assez fumeuses sur le fonctionnement et de la Banque centrale européenne et de l'euro. Ou alors ils participent eux aussi de l'enfumage général en se disant « Je ne peux quand même pas avouer aux Français que c'est plus nous qui avons quelques pouvoirs que ce soit ». Je penche quand même plutôt pour la première version, parce que vous n'imaginez pas finalement le degré... d'ignorance d'un certain nombre de candidats, y compris d'ailleurs de candidats prétendus sérieux, comme M. Édouard Philippe ou comme n'en parlons même pas comme M. Attal. Eh bien c'est pas tout. Parce que M. Mélenchon, si vous voulez, dans la série « On rase gratis », M. Mélenchon a expliqué également qu'il allait entrer en choc frontal avec l'UE. Et il a dit qu'il ne respecterait pas toute une série de règles européennes. Il a dit qu'il ne respecterait pas le pacte de stabilité. Il a dit qu'il ne respecterait pas la processus qu'il lançait en cas de déficit excessif. Il a dit qu'il ne respecterait pas le principe de précaution. Eh bien il en a dit des choses. Le petit problème, c

'est que tout ce qu'il a dit là, ça revient à piétiner, à procéder à la violation article par article des traités européens, dont par ailleurs M. Mélenchon ne veut pas sortir. Le pacte de stabilité, la procédure de déficit excessif, ça, c'est l'article 126 du traité sur le fonctionnement de l'UE. Le principe de précaution, c'est l'article 145 du traité sur le fonctionnement de l'UE, etc., etc. C'est -à-dire que Mélenchon, en fait, ment à ses électeurs. Ça fait quand même plus de 19 ans que je l'explique. Ou bien on appartient à un club avec des règles. Ou bien on joue à un jeu de société avec des règles, ou à un sport avec des règles. Ou bien on se retire. On dit « Je n'accepte pas ces règles ». C'est un peu comme si vous jouiez avec des amis au Monopoly. Bon. Et puis d'un seul coup, vous tombez sur un hôtel, rue de la paix, qui ne vous appartient pas. Donc ça vous coûte... Vous n'avez plus d'argent. Donc normalement, vous savez, vous êtes battus, vous quittez le jeu. Et c'est comme si quelqu'un disait « Ah non, non, non ! » Moi, je n'accepte pas. C'est vrai que moi, je prends de l'argent dans la banque et voilà, je vous paye. Bon ben qu'est-ce que font les autres ? Et les autres, ils diront « Ah, c'est terminé. Le jeu est fini. Dégage. Tu es un mauvais joueur ». C'est ça, en fait. M. Mélenchon lit là comme projet pour la France que la France se mette au banc des nations pour être mauvaise joueuse. Alors j'ai déjà expliqué 50 fois que si telle était le cas, la France serait traduite par la Commission européenne à la Cour de justice de l'UE. Et si la Commission européenne... Donc c'est le devoir. Les traités font obligation à la Commission de saisir la Cour de justice dans le cas de violation des traités. Il y aurait d'autres États d'ailleurs membres qui saisiraient aussi la Cour de justice de l'UE, bien entendu. Voilà. Et donc la France serait condamnée. Alors je sais bien que chez Mélenchon, il y a des gens qui disent « Alors, on est condamnés. Alors ils vont pas envoyer des charmes ». Non mais bien sûr, bien sûr qu'ils vont pas envoyer des charmes. Et déjà, si on était condamnés, rien n'empêcherait un certain nombre d'États de saisir la Cour internationale de justice de l'ONU pour nous faire condamner. C'est quand même des traités internationaux qui sont violés. La France, membre permanent du Conseil de sécurité condamné par la Cour internationale de justice, ça ferait mauvais genre. Deuxièmement, la Cour de justice de l'UE, si elle nous condamne, elle va pas envoyer des charmes, mais elle va tout simplement décider avec la Commission européenne qu'on nous retire nos subventions européennes. Alors à ce moment -là, il y a des Mélenchonistes qui vont dire « Oui, mais à ce moment -là, on ne versera plus d'argent à l'UE ». Mais oui, mais au bout du compte, qu'est-ce qui distingue ce que vous faites vous de ce que je propose moi, c'est -à-dire la sortie de l'UE ? La grande différence, c'est que moi, je fais ça en bonne intelligence, conformément au traité, en vertu de l'article 50. On a 2 ans pour négocier, et on reste amis avec les pays alentours, parce qu'une fois qu'on sera sortis de l'UE, on sera toujours frontaliers de la Belgique, du Luxembourg, de l'Allemagne, de la Suisse, qui n'est pas dans l'UE -heureusement pour elle -, de l'Italie et de l'Espagne. Mais en revanche, ce que propose Mélenchon, c'est de se lancer dans une procédure agressive, belliqueuse d'emblée, tout en prétendant rester dans l'UE. En réalité, c'est pas ça qui se passera. Ce qui se passerait, c'est que les électeurs qui voteront Mélenchon, si Mélenchon arrivait au pouvoir, ils pourraient faire le même constat effaré que les électeurs d'extrême gauche qui avaient porté au pouvoir M. Tsipras en Grèce en 2013. Tsipras était d'ailleurs le grand ami de Mélenchon. Et qui ont découvert ensuite que Tsipras, restant dans l'UE et dans l'euro... Il y en a d'ailleurs villerait Yanis Aroufakis, son ministre des Finances, qui voulait sortir de l'euro. Eh bien il découvrirait que le gouvernement d'extrême gauche privatise à tout va, taille dans les retraites, etc. C'est ça qui se passera. Donc je mets en garde aussi bien les électeurs de Mme Le Pen que les électeurs de M. Mélenchon du fait que les promesses qu'ils leur font ne sont pas possibles à mettre en œuvre, sauf à aller vers un clash général avec les pays de l'UE. Et comme ils n'ont pas le courage et qu'ils n'auront pas été élus pour cela, ils obéiront. Et en fait, au bout du compte, ceux qui seront trahis, ce sont les électeurs qui leur ont fait confiance. Alors maintenant, ben je vais parler des 5 autres. Ça m'allait plus vite, hein, parce que les 5 autres, ils sont pro-européens. Donc Édouard Philippe, Attal. Alors là, c'est du gâteau. C'est la seule chose qui est quand même assez cocasse, c'est qu'ils ont fait preuve d'appel à la responsabilité qu'il fallait

diminuer les dépenses publiques. Ils ont fait appel au sens des responsabilités. Il fallait absolument baisser le déficit budgétaire. C'est incroyable. Incroyable ! Incroyable la part de M. Édouard Philippe et aussi d'ailleurs un petit peu de Attal. Mais enfin Attal, il n'était certes pas Premier ministre à ce moment-là, mais il faisait partie de l'équipe gouvernementale. Donc il était théoriquement solidaire. Mais c'est quand même incroyable. Quand on a le bilan financier d'Édouard Philippe pendant 3 ans, qui a créé avec Macron peut-être 800 milliards d'euros de dette ou 1 000 milliards de euros de dette supplémentaire. On s'y perd d'ailleurs pour rien d'ailleurs. C'est quand même incroyable de prendre la posture de l'expert financier qui fait la fine bouche en donnant des leçons de rigueur financière aux uns et aux autres. Mais franchement, franchement, c'est inadmissible. Et le seul qui a réagi un petit peu là-dedans, c'est M. Glucksmann, qui a été d'un seul coup sorti de sa torpeur pour dire que ça n'était pas bien, etc., de dire ça, et qu'il n'avait pas été à la hauteur quand il était à maintien. Ce qui, pour le coup, était vrai. De coup, Glucksmann a eu raison sur ce coup-là. Voilà. Mais pour le reste, c'est du truc où il va falloir baisser quelque chose sans tête de norme, où il va faire... Si, il va falloir faire ça. Il faut réduire un petit peu les effectifs. Voilà. Mais en gros, pas grand-chose en définitive. S'agissant de Glucksmann, alors lui, il est très très pro-européen. Mais comme il sent bien, il a bien compris que l'état d'esprit de la population est quand même très très vendemont contre l'UE. Il a compris qu'on peut quand même pas faire comme si de rien n'était. Et donc il a dit qu'il avait allé taper du poing sur la table à Bruxelles. Voilà. Bon, déjà, M. Glucksmann, qui nous a habitué à avoir plutôt deux tensions, n'est-ce pas, et être plutôt assez lymphatique de voir aller à Bruxelles taper du poing sur la table... Bon, tout le monde sourit quand même. M. Glucksmann, qui... Voilà, qu'on a vu dans une situation assez cocasse quand il est allé visiter une éolienne... Bon, enfin bref. On n' imagine pas tellement M. Glucksmann faire une partie de bras de fer taper du poing sur la table à Bruxelles. Mais surtout, c'est se moquer du monde, parce que le principe de dire qu'il va taper du poing sur la table, ça veut dire quoi au bout du compte ? Au bout du compte, c'est un petit peu comme Mélenchon ou comme Le Pen. Ça revient à considérer les 26 autres États comme de la gnognotte. Voilà. C'est-à-dire que lorsque M. Glucksmann dit « Je vais taper du poing sur la table parce qu'il faut avoir... Je sais pas quoi... », il parle de choses qui vont dans l'intérêt de la France, mais pas dans l'intérêt des autres États, ou du moins pas nécessairement. J'ai cru comprendre... Alors puisque n'oublions pas jamais que M. Glucksmann est quand même un agent de l'étranger, qui épouse systématiquement tous les combats des États-Unis d'Amérique et de l'État profond euro-atlantiste. Il combat la Russie. Il est pour l'Ukraine. Il combat l'Iran. Il dénonce le génocide prétendu des Ouïghours dans le Xinjiang. Il dénonce le prétendu génocide des Chinois au Tibet. Mais en revanche, ce qui se passe à Gaza, non, non, il y a quelques violences. C'est la seule chose qu'il trouve à dire, qu'il condamne mais du bout des lèvres, parce qu'évidemment, c'est contraire à ce que souhaite l'État euro-atlantiste. Et puis il combat en faveur de Taiwan, etc., etc. Donc là, il veut que l'UE soit très ferme vis-à-vis de la Chine, et c'est ça. Mais M. Glucksmann, ce qu'il ne sait pas, c'est que parmi les 27 États membres de l'UE, il y a un certain nombre d'États qui ont très très peu d'industrie. À Malte, à Chypre, il n'y a pas des industries extraordinaires. Au Danemark, enfin en Finlande... Il n'y a pas des industries en Irlande. Il y a des services. Il y a quelques industries. Mais il n'y a pas des industries... Ils ont besoin de produits chinois. S'ils n'ont pas d'industrie automobile, ils vont pas se priver de l'industrie automobile. Ils vont pas faire des rétorsions pour protéger l'automobile française. C'est comme pour les vêtements. C'est comme pour le Mercosur. Quand la France s'est retrouvée totalement minoritaire vis-à-vis du Mercosur, tous les États du Nord, ils sont d'accord pour l'accord de l'UE et du Mercosur pour avoir de l'avion du Brésil meilleur marché que l'avion qui pourrait venir de France. Ils sont d'accord. Donc ils n'ont pas le même intérêt. Donc M. Glucksmann, en se disant qu'il faut plus d'Europe ici et ça, en disant qu'il lui suffit d'aller taper du poing sur la table pour faire changer la Commission européenne, il ment aux Français. La Commission européenne, elle est bien sûr la responsable, mais elle tient compte de la configuration des intérêts contradictoires des 27 États. Et nous sommes systématiquement minoritaires. Mme

Tondelier, elle a fait ce qu 'on attendait d 'elle, c 'est -à -dire qu 'elle a parlé écologie. Elle a parlé écologie. Donc elle est pour l 'Europe, mais elle voudrait une Europe un peu écologiste, de même que M. Glucksmann, elle dit qu 'il était pour l 'Europe et qu 'il fallait un peu plus de social. Enfin bref, tout ça, parler pour ne rien dire. Alors la conclusion de tout ça, ben la conclusion de tout ça, c 'est l 'éléphant dans le couloir. Voilà. Un éléphant dans le couloir, un truc énorme dont finalement personne n 'a trop parlé, ben c 'est la construction européenne. Et pourtant, l 'éléphant, il était là. Mme von der Leyen, elle n 'était pas pas si bien aperçue. Je dis pas qu 'elle a la taille d 'un éléphant. N 'allons pas jusque -là. Dans le bestiaire des bêtes sauvages, le surnom qui lui est accolé n 'est pas celui d 'un éléphant. Mais Mme von der Leyen, elle était là. On aurait pu en profiter. Mais les autres, ceux qui ont entreaperçu l 'éléphant, que ce soit M. Mélenchon, que ce soit Mme Le Pen ou un tout petit peu Glucksmann, ils ont entreaperçu l 'éléphant. Mais ils ont oublié un truc. C 'est que l 'éléphant, il pèse plusieurs tonnes. Il peut écraser tout le monde. Et surtout, il a des grandes défenses. Personne n 'a parlé des grandes défenses de l 'éléphant. Les grandes défenses, ce sont les traités européens. Voilà. Donc ils ont montré un petit morceau d 'oreille. Nous, on va s 'en prendre à l 'éléphant. Mais face à l 'éléphant, si l 'éléphant commence à les charger, vous verrez que Mme Le Pen, M. Mélenchon, M. Glucksmann, il n 'y aura plus personne. Il est scandaleux, unimaginable que lors de ce débat ouvert par Mme von der Leyen, le problème essentiel de notre appartenance à l 'UE ait en fait été évacué. Aucun des candidats présents n 'a milité pour la sortie de l 'UE. Aucun n 'a parlé par exemple de tous ces traités depuis 1990, les 16 traités de libre -échange, dont 14 ont tourné à la défaveur de l 'agriculture française. Personne n 'a prononcé le nom le traité de UE -Mecosour. Personne n 'a parlé de la destruction de l 'industrie française, et notamment de l 'industrie automobile. Personne n 'a évoqué les questions d 'énergie, et notamment l 'affaire de Nord Stream 2. Personne n 'a parlé de la guerre vers laquelle nous nous sommes entraînés. Personne n 'a trop parlé des directives européennes faisant entrer 4 millions de nouveaux migrants -parents dans l 'espace Schengen. Et personne n 'a parlé non plus. Et pourtant, c 'était le moment, devant un parterre de chef d 'entreprise. Personne n 'a parlé de l 'euro. Personne n 'a expliqué au chef d 'entreprise ce que je vous explique. Je vous renvoie à ma vidéo sur la Pologne, que la Pologne, dont le niveau de vie était 40 % du niveau de vie des Français en 2004 quand elle a adhéré à l 'UE, qui aujourd 'hui est passé de 40 % à 80 % du fait des subventions européennes qu 'on leur donne, et qui aura dépassé la France en 2030, que la Pologne, au bout de 30 ans, ne sera toujours pas entrée dans l 'euro. Ils ont dit qu 'ils n 'entreraient pas dans l 'euro, même encore en 2035. Et ils ont expliqué que parce que l 'entrée de la Pologne dans l 'euro serait une catastrophe pour l 'économie polonaise. Personne n 'a parlé devant cet arrêt au page de chef d 'entreprise de cette étude dont je vous ai déjà souvent parlé d 'un think tank allemand qui explique qu 'entre 1999 et 2016, chaque Français, chaque Français, ça lui a coûté 56 000 · l 'appartenance à l 'euro. Et ça s 'arrête en 2016. Nous sommes en 2026. Maintenant, ça doit être pas loin de 100 000 · par personne. Notre niveau de vie diminue d 'une part du fait des délocalisations industrielles permises par la libre circulation des capitaux imposés par les traités européens, mais aussi du fait de notre appartenance à l 'euro. Que personne n 'ait évoqué ça devant ces chefs d 'entreprise qui constatent au jour le jour que le tissu industriel français se désagrège. En 1978, l 'industrie représentait 28 % du PIB français. Maintenant, on est tombé à 9%. Les chefs d 'entreprise, ça les intéresse ? Que personne n 'explique aux chefs d 'entreprise que le niveau d 'idée français dégringole à cause de notre appartenance à l 'euro, ça les intéresse ? Le fait qu 'on n 'explique pas aux Français que si on veut faire de la réindustrialisation comme le fait Trump, il faut se donner les mêmes moyens que Trump, c 'est -à -dire agir sur les droits de douane, et que nous n 'en avons pas les moyens, puisque c 'est l 'UE qui gère les droits de douane au niveau de l 'ensemble de l 'UE, ça les intéresse ? En bref, en bref, ce débat est une préfiguration de ce que les oligarques qui sont en train de détruire la France pour leur propre profit, puisque pendant que les Français voilà au niveau de vie dégringolée, les oligarques, ça se passe bien pour eux. Je rappelle qu 'au cours des 30 dernières années, les 10 plus grandes fortunes de France ont vu leur fortune

augmenter de plus 2 300%, alors que depuis l'an 2000, la pauvreté et la très grande pauvreté en France ne cessent que de réaugmenter, alors qu'ils avaient diminué tout au long de la seconde moitié du XXe siècle. Tout ceci, c'est ça qui intéresse non seulement les industriels, mais aussi les Français. Le fait que j'aie été écarté de ce débat montre l'extrême inquiétude des oligarques. Ils ont peur de la vérité. D'une certaine façon, c'est un hommage du vice à la vertu que d'avoir refusé de m'inviter à cela. Mais nous ne sommes qu'au tout début de la campagne présidentielle. Et je vous demande à toutes et à tous qui m'écoutez de faire circuler cette vidéo, de reprendre mes arguments. Si vous connaissez des électeurs de Mélenchon, ou si vous êtes vous-même un électeur ou une électrice de Mélenchon, posez-vous les questions ou posez-leur les questions que j'ai dites. Je connais Mélenchon. Je leur explique qu'ils sont en train de se faire avoir et qu'il y a les redomontades du style « on imposera, on fera le bras de fin ». Non ! Nous ne sommes pas en position de force. Il suffira à la BCE de dire non à Mélenchon, voire pour le punir de son audace d'arrêter de racheter sur le marché secondaire des obligations du trésor français pour que d'un seul coup, les taux d'intérêt qui ont déjà dépassé 4 % flambent à 10%. Et à Mélenchon, il sera à quatre pattes comme un toutou devant la BCE, parce qu'il a décidé de ne pas sortir de l'UE ni de l'euro. Et il nous avait même insulté au début des années 2000 en disant que ceux qui voulaient sortir de l'euro étaient des maréchalistes comme le maréchal Pétain, alors que les vrais collabo sont ceux qui acceptent au contraire la domination de ce quatrième Reich qui ne dit pas son nom. Si vous êtes électeur ou électrice du Rassemblement national et de Mme Le Pen, ou si vous en connaissez autour de vous, reprenez mes arguments. Faites au revoir le petit passage où je parle de Mme Le Pen. Et demandez-leur ce qu'ils en pensent. Et dites-leur qu'il faut qu'ils arrêtent ce raisonnement qui consiste à dire « Oh, il faut lui donner sa chance. C'est son tour ». Non, non, non, non. Il faut pas lui donner sa chance, parce que la France, elle n'attend pas. La France, elle est dans une situation... Quelle amiteuse elle est au bord de la destruction. C'est une question de moi, peut-être, maintenant, avant d'être transférée devant le FMI. C'est une question peut-être de moi avant que de déclencher une guerre nucléaire avec la Russie. On n'attend pas. On n'a pas besoin de donner la chance. S'il y a une chance à donner à la France le plus vite possible, c'est d'élire le candidat du Frexit, c'est -à-dire d'élire celui qui fera sortir la France de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, qu'ils sont en train de détruire notre pays. C'est -à-dire, soyons clairs, de voter Asselineau au premier tour et au deuxième tour de 2027. Je vous remercie de votre attention. Vive la France. Vive la souveraineté et l'indépendance nationale de la France.